

## Le régicide ambigu ou le mouvement de 1991 vu de Tamatave

**S**I Madagascar est peu urbanisée, avec la moitié des citadins vivant dans des agglomérations semi-rurales, les villes n'en constituent pas moins le lieu du pouvoir et celui d'expérimentation de nouvelles formes de gestion de la société. Tous les grands changements qui ont marqué l'histoire politique de Madagascar sont partis des villes. A ce titre, Tamatave, capitale de la province orientale, a toujours constitué un enjeu. La ville, principal protagoniste au sein de la province dans le mouvement en faveur de la démocratie, à travers la classe moyenne multi-ethnique, est un observatoire intéressant pour apprécier le mouvement en dehors de la capitale, privilégiée par les médias internationaux.

### **Tamatave : pôles et régions**

---

Dans le découpage administratif qui avait cours sous la Deuxième République, la province (1) de Tamatave, la troisième la plus peuplée de l'île, compte plus de 1 800 000 habitants, la ville elle-même (*fivondronana* de Tamatave I) en compte une centaine de milliers, et sa « banlieue » dans un rayon de 80 kilomètres environ (*fivondronana* de Tamatave II) à peu près autant. Dans une province qui est donc très peu urbanisée, la croissance urbaine est très rapide, créant une sociabilité nouvelle, d'autant plus que les originaires ne sont guère enclins à l'émigration. Il existe par contre une immigration induite par les activités économiques (port, plantations, etc.).

La ville de Tamatave abrite une population cosmopolite : « petits Blancs » liés à l'île de la Réunion, « métis chinois » fruits de mariages entre femmes de la région et commerçants chinois, organisés en une véritable « nouvelle ethnie ». Certains de ses éléments cherchent à développer une stratégie sociale autonome (2) en profitant d'un réseau économique couvrant une partie importante de la province. Une minorité « indo-pakistanaise » active constitue un lobby non négligeable. A ces groupes, il faut ajouter les Malgaches « allo-gènes », originaires du Sud, du Sud-Est et des Hautes Terres centrales. Ethniquement peu homogènes, ces populations urbaines ne peuvent cependant pas être opposées au monde rural, supposé caractérisé par l'homogénéité ethnique. Il n'est pas prouvé que les Betsimisaraka (l'ethnie dominante de la province) vivent cette unicité bien hypothétique si l'on se réfère aussi bien à l'histoire qu'aux activités présentes des habitants des campagnes. Car si l'idéologie ethnociste propose des critères d'identification à un ensemble supposé naturel ou à tout le moins culturel, le jeu politique, amplifié par la multiplication rapide des collectivités locales (3), a transformé l'État en un enjeu pour les différents groupes d'intérêts dont les groupes ethniques. Mais la faiblesse des budgets de ces collectivités en fit principalement des pôles politiques servant à entretenir différentes sortes de clientèles grâce à l'usage intempestif des « prérogatives de la puissance administrative ». La survie des responsables des collectivités était liée à celle du système. D'où l'extrême politisation de l'administration, qui implique l'allégeance du parti au pouvoir, mais aussi son ethnicisation. En effet, la décentralisation, cheval de bataille du régime de la Deuxième République, a été perçue et conçue comme la promotion, au niveau des collectivités, des élites locales, fractionnant par la même occasion les Betsimisaraka en une multitude de « sous-ethnies ». Cette perversion de l'ethnisme peut être qualifiée de tribalisme.

Ainsi, lorsque les responsables de ces collectivités ont mis sur pied et animé le mouvement fédéraliste à Tamatave sous la bannière de l'identité betsimisaraka, en août 1991, le mouvement a été perçu comme une émanation du régime, autant parce qu'il partait de ses dignitaires locaux menacés que parce qu'il donnait une interprétation ethnociste du mouvement de contestation. L'unité betsimisaraka se fait en quelque sorte artificiellement, contre « les autres ». A Tamatave, la fidélité au régime passe donc directement

(1) Le *fiwondronana* correspond en gros à la sous-préfecture de la Première République. Il est subdivisé en *firaisana* qui sont composés eux-mêmes de *fokontany*. Un regroupement de *fiwondronana* compose le *faritany* (province), dont le découpage date des années 20.

(2) Des dirigeants importants du mouvement fédéraliste sont ainsi des métis chinois, comme la propre mère du président Ratsiraka.

(3) En 1973, il y avait 784 collectivités locales dans l'ensemble de Madagascar, en 1975, 14 847.

par la loyauté envers l'ethnie, avec comme argument principal le fait que le président est originaire de Tamatave, présenté comme son « fief politique ». Si une telle interprétation du mouvement est difficilement vérifiable sur le terrain, elle n'oblige pas moins les « originaires » de Tamatave à devenir implicitement des supporters de Ratsiraka et de son régime sous peine de se voir marginalisés. Les opposants originaires de la région ont d'ailleurs fait courir un temps le bruit que Ratsiraka n'est pas un Betsimisaraka.

L'« ethnicisme » et le « tribalisme » se développèrent donc dans le sillage de la décentralisation. Mais dans la réalité l'ethnie, donnée comme une entité inamovible car supposée « naturelle » dès la période coloniale, et fixée territorialement par l'administration dès 1927, ne correspond ni à l'histoire ni à l'évolution des terroirs ou régions composant la province. La province de Tamatave, sur ce plan, peut être divisée en au moins cinq régions entrant en concurrence, sinon en opposition et toutes les forces politiques ont pour perspective le contrôle de Tamatave-centre, relais entre le pouvoir central et la province, et ce contrôle passe par l'adhésion d'une classe moyenne puissante, car le secteur tertiaire constitue près de 75 % des activités économiques.

### **La classe moyenne**

---

C'est en son sein que se trouvent les éléments favorables au régime, car tirant profit du système et des potentialités extra-légales qu'il offre. Mais l'opposition recrute aussi l'essentiel de ses militants au sein de cette classe moyenne qui a vu son pouvoir d'achat s'amenuiser lentement de près de 60 % au fil des seize années de « socialisme ». Elle vit pratiquement au même rythme que celle de Tananarive, avec laquelle elle est reliée quotidiennement par deux vols, une ligne ferroviaire et de nombreux taxis-brousse. Tamatave est l'une des villes qui reçoivent régulièrement les quotidiens du jour venant de Tananarive. Depuis l'installation des antennes paraboliques et l'ouverture d'une ligne hebdomadaire Tamatave-la Réunion, cette classe moyenne est entrée dans l'ère du modernisme avec un modèle de vie tourné vers l'Occident. Foyer de « tribalisme », la ville est donc aussi un lieu de métissage de cultures. Tamatave génère une culture d'intégration face à la déstructuration et à la pluralité des sociétés rurales de la province.

L'une des composantes de cette classe moyenne, celle des agents de l'État, a joué un rôle fondamental dans le mouvement de contestation du régime de Ratsiraka. Tamatave I et II abritent 3 682 agents de la fonction publique. Le secteur privé est principalement tertiaire, consacré à la mise en valeur des produits du secteur primaire. De plus, la production des cultures d'exportation

est le fait de petits planteurs malgaches. La classe moyenne est donc doublement intéressée, aussi bien par la production des produits d'exportation que par leur mise en valeur à travers les activités de service. Elle est victime, à ces deux niveaux, de l'effondrement des cours sur le marché international : l'effondrement des prix au producteur entraînant la baisse des retombées des importations qui financent, par l'intermédiaire de l'État, les équipements collectifs dans les villes. Les responsables de la Deuxième République ont tenté un recyclage économique de la ville par deux fois, en essayant de créer de nouveaux pôles de production. Ce fut d'abord, à la veille des élections présidentielles de 1981, l'implantation d'usines « clés en main », transformant la ville en un cimetière d'« éléphants blancs », puisque aucune n'a fonctionné depuis. Puis, vers la fin des années 80, par l'instauration de « zones franches », qui n'attirent guère les investisseurs, étant donné la faible formation technique des originaires de la région. Les investisseurs, intéressés surtout par les activités du textile, s'étaient tournés vers les Hautes Terres centrales, où la main-d'œuvre est réputée très habile.

En ce qui concerne les planteurs de produits d'exportation, la baisse inexorable des cours sur le marché international les oblige à doubler, voire tripler, leur production d'année en année pour espérer maintenir leur revenu. Il en est ainsi de la vanille et du café comme des produits nouveaux. Ainsi le letchi, dont les exportations ont été multipliées par 11 en cinq ans, mais dont le prix au producteur a été divisé dans le même temps par 4. Les producteurs sont les victimes des intermédiaires, avec comme enjeu les subventions accordées par l'État. Ainsi en subventionnant le stockage de la vanille pour faire remonter les cours, l'État a permis la création de stocks fictifs, enrichissant les conditionneurs-stockeurs alors que les producteurs n'arrivent pas à écouler leurs produits ou sont obligés de le faire à un prix largement inférieur à celui conseillé par les pouvoirs publics. Une telle situation explique le soutien des producteurs au mouvement de 1991, en particulier ceux de la vanille qui furent au centre du mouvement contre Ratsiraka.

Autre composante de la classe moyenne, les salariés des 893 entreprises installées à Tamatave. Une proportion de 78 % appartient au secteur tertiaire, 12 % au secteur primaire et 10 % au secteur secondaire. L'ensemble des travailleurs du port (environ 3 000) pèse d'un poids certain à l'intérieur de ce groupe. Ce milieu est anciennement et fortement syndicalisé. La paix sociale à Tamatave dépend de la paix sociale au port. Pendant très longtemps, la hantise des dirigeants de la ville (et le rêve des partis d'opposition) était de voir les ouvriers du port se joindre aux étudiants de l'université, autre menace potentielle pour la paix sociale.

Cependant, la réalité du salariat est occultée par les statistiques officielles. La plupart des grandes compagnies rémunèrent des sai-

sonniers aux conditions de travail et de vie très précaires. Lors de la saison des letchis, de la vanille ou du girofle, on voit une cohorte de gens travailler jusqu'à dix-huit heures par jour pendant trois ou quatre mois. Le travail saisonnier, comme une grande partie du secteur dit « informel » (les tireurs de pousse-pousse, la sous-traitance liée au port...) concerne en grande partie les migrants originaires du Sud et du Sud-Est. Ceux-ci sont regroupés en associations de natifs qui contrôlent et animent des quartiers entiers. Très opportunistes au gré des intérêts de la communauté, ces associations pallient l'absence d'un système de protection sociale. Les forces politiques cherchent à pactiser avec l'ensemble de ces organisations qui constituent un autre aspect de la société civile. Mais pour celles-ci se définir en dehors et parfois contre l'État est une condition pour continuer à bénéficier du soutien des adhérents, donc à survivre. La fonction essentielle de ces associations est prosaïquement d'assurer la défense et la survie de leurs membres dans une ville où le coût de la vie est le plus élevé de Madagascar.

### **Tamatave et le mouvement de 1991**

---

L'absence d'un lobby régional d'entrepreneurs dans le style de la bourgeoisie européenne du XIX<sup>e</sup> siècle, ou encore d'une fraction de la bourgeoisie des Hautes Terres, doté d'une réelle autonomie face au pouvoir politique, a favorisé la prépondérance d'un groupe lié au régime : son poids économique et social repose sur l'usage des prérogatives de la puissance administrative (4). Il profite d'une économie de rente (exportation de letchis, vanille...) et des activités spéculatives, sans grand effet sur la création de richesses. L'ostentation et le potlatch servant à cacher la mise en coupe réglée de la région le désignent du même coup comme la matérialisation de la corruption décriée dans les rues.

Quant au monde rural, ses associations et institutions ont été pour une grande part phagocytées par l'État et le pouvoir politique à travers le parti dominant et l'appareil administratif. De nombreux *tangalamena* (personnages qui cumulent pouvoir spirituel et pouvoir administratif dans les villages) ont été plus désignés qu'élus à la tête des collectivités locales, selon des mœurs politiques héritées de la colonisation. Ainsi, en juin-juillet 1991, au plus fort des mouvements de rue, maints *tangalamena*, censés représenter le « Tamatave profond », ont été exhibés en compagnie d'autres dynas-

(4) Les principaux postes de décision, source d'information concernant la région, sont ainsi concentrés dans les mains d'un nombre limité de personnalités qui cumulent plusieurs fonctions rémunérées. Pour illustrer

tion, le recteur de l'Université était à la fois député d'une circonscription où il ne réside pas, directeur des Ressources humaines au port et rattaché à un centre local de recherche qu'il avait lui-même créé.

tes plus ou moins légitimes à la télévision, faisant acte d'allégeance au président Ratsiraka dans son bunker tananarivien.

L'ossature du mouvement de 1991 sera donc constituée, dans la ville de Tamatave, par les éléments de la classe moyenne dont les associations sont nombreuses et relativement puissantes. Ayant une marge de manœuvre plus importante, elles ont fait montre d'une autonomie certaine vis-à-vis du régime. Après la vague d'abstention enregistrée dans les grandes villes lors des élections présidentielles de mars 1989 et législatives de mai, le pouvoir a dû se résoudre à une politique d'ouverture vers la classe moyenne. Cette politique politicienne, car négociée de la capitale, a abouti au ralliement de deux partis de l'opposition, le VITM et le Monima, à la mouvance présidentielle, ralliement qui ne correspondait pas aux réalités et aspirations tamataviennes.

Cette absence de véritable ouverture renforça l'enracinement de l'opposition au sein de la classe moyenne et de ses associations. Parmi celles-ci, les associations de chrétiens jouèrent un rôle prépondérant. L'Aumônerie Catholique Universitaire, par exemple, dont l'aumônier, en 1989, avait été « remercié » poliment et fermement après enquête et interrogatoire de la DGID (police politique), a eu une influence prépondérante auprès des étudiants. Le réseau protestant est très influent au niveau des cadres et techniciens originaires des Hautes Terres. C'est dire si l'unification des chrétiens au sein du FFKM a constitué, à travers le réseau des associations chrétiennes, un pas immense dans l'expression des classes moyennes. De même, les associations d'entraide marquées ethniquement (telles Zafin'arivo — les fils de Tananarive — les originaires du Sud et du Sud-Est...) qui sont souvent patronnées par des personnalités, exerçant une profession libérale, sont le lieu de confrontation d'expériences sociales, et ce d'autant plus que, malgré leur nombre et leur poids économique, les Malgaches non originaires de Tamatave n'étaient représentés dans aucune instance de pouvoir au niveau de la région et étaient ainsi marginalisés politiquement. Lors des crises, certaines communautés étaient même désignées comme boucs émissaires. La tendance populiste du mouvement des Forces Vives a vite fait d'exploiter cette adhésion de certaines communautés qui se définissent ethniquement pour les opposer aux partisans de Ratsiraka qui se réclamaient, eux, de la « prime occupation » de la ville. Les affrontements, qui firent une vingtaine de morts, entre Fédéralistes et Forces Vives Rasalama durant la dernière semaine du mois d'août 1992 à Tamatave ont été la traduction en termes ethniques d'une compétition politique.

De même, nombreuses sont les associations basées à Tananarive (Ligue des droits de l'homme, CNOE...) qui recrutent au sein de cette classe moyenne tamatavienne, se donnant de la sorte une image nationale. Ainsi — le cas est rare à Madagascar — l'opposi-

tion à Tamatave jouissait d'un certain statut. Depuis toujours, chaque force politique avait, par exemple, sa propre journée : pour les forces liées au pouvoir le 26 juin (commémoration de l'Indépendance) et le 15 juin (anniversaire de la création de l'Arema) étaient l'occasion de faire une démonstration de force en faisant défiler dans les rues des villes de la province différentes composantes de la société invitées à faire acte d'allégeance ; pour l'opposition et les syndicats, le défilé du 1<sup>er</sup> mai permettait de tester la sympathie des différentes parties de la population. Malgré tout, l'extrême « fermeté » des autorités locales sous le régime Ratsiraka a été un obstacle dans l'expression libre des opinions.

Ainsi, lorsque le mouvement en faveur de la démocratie a démarré à Tananarive sous l'impulsion des partis d'opposition, en avril 1991 (en fait c'est dans la ville de Fianarantsoa que le mouvement débuta réellement), Tamatave suivit avec attention mais prudence le mouvement qui y prit la dénomination de « mouvement national ». Divers responsables politiques du régime et de l'opposition se rendirent à Tamatave pour tenter de rallier la population à leur cause respective. Le défilé du 1<sup>er</sup> mai 1991 y rassembla à peine une soixantaine de personnes, principalement des militants du MFM et quelques personnalités qui avaient participé aux deux « concertations nationales » organisées auparavant par le FFKM. Les menaces des responsables locaux avaient eu raison des velléités. Le recteur, un député Arema, était même allé jusqu'à tenter de mobiliser les enseignants et les étudiants pour planter des cocotiers dans la cour du campus.

L'université de Tamatave, la seconde du pays par le nombre d'étudiants, a constitué le foyer du mouvement contre Ratsiraka. Se débattant depuis des années dans d'insondables problèmes financiers, abritant des étudiants originaires en grande partie du Nord et du Sud, et secouée pratiquement chaque année par des mouvements de grève très durs, l'université était un souci permanent pour les autorités, dans la mesure où elle était susceptible de contaminer d'autres secteurs comme le port et, partant, toute la ville. Lors de ces grèves, les étudiants réclamèrent souvent le changement du recteur, accusé d'être à la source des problèmes de l'université. Or la fonction de recteur était de fait une fonction politique, puisque son titulaire était originaire de la région et membre éminent du parti présidentiel. Ces revendications s'attaquaient ainsi indirectement au fondement même de la « décentralisation » selon la conception de l'Arema. Les autorités marginalisèrent alors l'université, peuplée pour elles d'« étrangers » et gangrenée par le fléau des « faux étudiants », en pratiquant une politique très dure de répression (5). Les étudiants, dont les leaders sont pour beaucoup des militants du MFM et originaires des « côtes » se rendirent quotidiennement au centre de la ville, baptisé « place de la Démocratie », dès la mi-

juin, à l'instar de ce qui se passait à Tananarive, avec laquelle le mouvement naissant était en relation. Une première à Tamatave... Parallèlement, en ville, le comité des Forces Vives, conduit par un instituteur militant du MFM et composé de représentants des principaux partis d'opposition et d'organisations, essayait de mobiliser les autres secteurs de la société.

L'expectative due à la peur et à la prudence dans laquelle se tenait une partie de la classe moyenne, permit l'accession à la direction du comité local des Forces Vives de personnalités ayant eu certes des problèmes (parfois de justice) avec le régime mais sans grande culture politique. A la différence de certaines autres villes comme Tuléar ou Fianarantsoa, où les *ray amandreny* (autorités morales telles que les universitaires, les médecins...) s'étaient engagés dès le départ, le comité local des Forces Vives s'est très vite trouvé dans l'incapacité de formuler les revendications dans l'esprit que le mouvement avait voulu se donner sur le plan national. Cette situation permit l'émergence d'innombrables modes d'action hétéroclites. Beaucoup plus que les discours, souvent des diatribes, c'est un événement qui a imprimé au mouvement des caractères qui ne le quitteront plus. Lors d'une des « descentes en ville », le campus se trouvant à cinq kilomètres du centre, les manifestants, en majorité étudiants en ce mois de juillet, ont brûlé un cercueil contenant l'effigie du président ainsi que le Livre Rouge, pendant qu'une dizaine de « pleureuses » se lamentaient, affublées de l'uniforme des militants de l'Arema, après un cortège très festif à travers toute la ville. Véritable catharsis, cette manifestation marqua le caractère irréversible du mouvement, tourné contre la personne de Ratsiraka, pivot de l'idéologie ethniciste. Après de nombreuses et vaines tentatives, plusieurs mois plus tard, les partisans du président finirent par réussir un *joro* (cérémonie rituelle consistant à sacrifier un bœuf) pour purifier la ville « souillée par les étrangers ». A Tamatave, cette manifestation délivra certains de leurs craintes, en bloqua d'autres, mais tous de façon radicale et violente, dans une région où la Toussaint, fête des morts, est fêtée tout autant que Noël ou la Saint-Sylvestre.

Après la fermeture de l'université, à la fin de juillet, la ville de Tamatave prit en charge le mouvement sans que l'on remarque un quelconque signe d'essoufflement. Mais très vite le mouvement bascula de la violence symbolique à la violence tout court. C'est

(5) Plusieurs étudiants, dont celui qui allait être le meneur du mouvement de 1991, ont été emprisonnés pendant près d'un an dès 1988. Lors du mouvement en faveur de la démocratie, l'université a sans doute été la seule qui ait été occupée par les militaires sur proposition du recteur, qui a tenté

de faire arrêter les leaders étudiants bien avant que Ratsiraka ne fasse enlever les dirigeants des Forces Vives à Tananarive. Plusieurs étudiants ont fait partie des plus importantes institutions du gouvernement de transition (HAE, CRES, conseillers de certains ministres...).



à Tamatave que tombèrent les premiers morts, victimes des affrontements entre rivaux politiques mais aussi des forces de répression. Une spirale de la violence en effet a été induite par cette manifestation, spirale favorisée par l'attitude des forces de l'ordre. Elle a coïncidé avec l'éviction des militants du MFM de la direction du mouvement, commandée de Tananarive. Or la majorité des dirigeants du comité des Forces Vives avait très peu d'expérience dans la médiation des revendications : la totalité des groupements politiques auxquels ils appartenaient était très jeune et n'avait pas eu le temps de se constituer en classe politique propre (6). Le mouvement se transforma sur le terrain en un mouvement de rue quotidien, prêchant la rupture brutale et définitive, réaction en retour de seize ans d'autoritarisme, « revanche des sociétés sur l'État » et tout ce qui le représente et le symbolise. Des personnes furent capturées par un « groupe d'intervention », amenées sur la place et présentées à la foule qui réclamait leur exécution. Certaines furent exécutées. Le déclin du mouvement de rue se situa en ce début du mois d'août à Tamatave, même si le massacre d'août 1991 à Tananarive lui redonna un temps une certaine vigueur. Le vecteur permettant à la classe moyenne qui s'était auto-proclamée « peuple » (ou du moins son représentant non légal mais légitime) de se reconnaître elle-même en prise avec l'État, était l'opposition au régime de Ratsiraka, voire à sa personne, ce qui ne constituait pas un projet de société... Dans les salons de la ville, les notables, hostiles à ce tournant, préparaient la relève en mettant sur pied les sections tamataviennes des nombreuses associations et partis tananariens composant le « département politique » des Forces Vives Rasalama.

Le Forum Régional de Tamatave I qui, au début de 1992, réunit la presque totalité des représentants d'associations, soit plus d'une centaine de personnes, révéla l'incapacité de la ville à polariser politiquement la province autour d'un projet de société, témoin de cette transposition du pouvoir de décision de la rue aux salons des différents représentants des partis nationaux. Ainsi, le Forum Régional de Tamatave II, à l'instar de ceux d'Ambatondrazaka et de Fénérive Est, adopta le projet de nouveau découpage administratif préconisé par le MFM dès 1989, tandis que celui de Tamatave I s'y opposa farouchement, traitant les partisans de cette idée d'alliés de Ratsiraka (7). Cette absence de perspective est l'expression de la divi-

(6) La section locale de l'UNDD, par exemple, fondée dans la tourmente du mouvement, avait quelques mois d'existence et était dirigée par un ancien responsable local de l'Arema.

(7) Lors du Forum National, les représentants de Tamatave I se rallièrent au projet avalisé par Tananarive. Le président de

la Commission « Constitution » du Forum Régional, membre influent des Forces Vives Rasalama, qui s'était farouchement opposé au projet en instaurant la procédure du vote à main levée, devint son farouche défenseur à Tananarive, où il fut élu président de la même Commission...

sion et le populisme anti-Ratsiraka fut la seule manière d'y échapper. La tenue de la consultation référendaire, menacée et perturbée violemment par les partisans de Ratsiraka, fut la dernière occasion de voir les Forces Vives unies à Tamatave, mais au profit de la relance de la spirale de la violence. Plusieurs semaines durant, les affrontements se multiplièrent, attisés par une partie de la garnison qui avait pris fait et cause pour les partisans de Ratsiraka, pression destinée à permettre à celui-ci de se représenter aux élections. Les mouvements de rue étaient devenus des masses de manœuvre au service des états-majors politiques beaucoup plus qu'un espace d'élaboration d'un projet de société. Les élections présidentielles, puis législatives, achèveront de diluer le mouvement de rue dans les alliances de partis.

Le discours anti-partis professé par une large partie des Forces Vives a favorisé l'émergence au sein du mouvement tamatavien d'une tendance populiste, qui s'était définie comme le négatif de Ratsiraka. Son discours sur l'unité nationale et celui qui est son contraire sur le plan de la compétition politique, le discours fédéraliste, portent en eux les germes de l'ethnisme. Les compétitions politiques sont donc traduites en termes ethniques, empêchant l'élaboration d'un projet de société, et l'émergence de nouveaux pôles dans la province, qui gagnerait beaucoup à un nouveau découpage inspiré par un véritable esprit de décentralisation, c'est-à-dire partant des réalités locales. Ainsi pour la ville de Tamatave, la reconnaissance de sa multi-ethnicité et sa traduction sur le plan politique sont un formidable potentiel de dynamisme mais aussi la condition de l'existence de la démocratie au sein de la cité, dont dépend l'épanouissement de tous les citoyens de la ville. Tamatave pourrait ainsi devenir un modèle de mise en place d'une culture et d'une économie de la transethnicité. Le régicide accompli par les étudiants sur la « place de la Démocratie » un jour de juillet perdrait alors son caractère symbolique pour se réaliser pleinement sans ambiguïté.

**Anselme Fanomezantsoa**  
*Laboratoire Tiers-Monde*  
*Université de Paris-VII*